Mouvement des Entreprises de France

Convention citoyenne pour le climat : gardons nous d'opposer l'économie à l'écologie

Publié le 25 juin 2020

La convention citoyenne pour le climat a rendu dimanche 21 juin après-midi ses propositions pour lutter contre le réchauffement climatique « dans un esprit de justice sociale ». Le parti écologiste EELV a fait part de son soutien à l'ensemble des propositions, appelant le gouvernement à se saisir « globalement » des propositions formulées.

Les propositions de la convention citoyenne montrent **la très forte implication des participants et l'expression d'une préoccupation majeure des Français** pour l'avenir de la planète.

Nous avons l'opportunité de **bâtir une croissance responsable**. La crise de Covid-19 a en effet accéléré la prise de conscience. **La relance sera verte**.

La convention a mis sur la table **beaucoup de propositions pertinentes**, comme l'affichage du score CO 2 sur les produits ou l'accélération de la rénovation thermique des bâtiments ou la taxe carbone aux frontières de l'Europe, **des mesures qui figurent dans notre plan de relance**.

Beaucoup méritent d'être affinées et chiffrées. Nous sommes prêts à y travailler pour trouver des solutions opérationnelles. D'autres nous paraissent **irréalistes et peuvent conduire à des destructions d'emplois et nuire à la compétitivité des entreprises**.

On ne peut pas faire sans les autres pays. Si la France réduit sa consommation, interdit la publicité ou la vente de certains produits, et que nos voisins de le font pas, nous courrons le risque de décrochage.

Dans ce domaine, **il faut viser l'efficacité avant la morale**.

Gardons-nous d'opposer l'économie à l'écologie. La transition écologique, au-delà des principes et des intentions, ce sont des mesures concrètes qui nécessitent des investissements, des process souvent complexes de production, de commercialisation adaptée à chaque secteur.

Beaucoup d'entreprises sont engagées dans cette voie. Pour que ça marche, il faut ouvrir le capot et mettre les mains dans le moteur. **La taxation et l'interdiction ne peuvent pas être les seuls leviers**.

Il faut responsabiliser les Français à l'environnement. **Passons de la contrainte verte à la croissance verte**.

Ce sera au gouvernement et au Parlement de faire le tri entre le souhaitable et le faisable dans **un contexte où l'enjeu des prochains mois sera de préserver l'emploi**.

Soumettre certaines propositions par référendum nous semble aller dans le sens d'**une meilleure association des Français à la prise de décision** sans court-circuiter la démocratie représentative.